

Il va sans dire que je comprends ses difficultés. Il a tellement de ministères et de sociétés de la couronne sous sa juridiction qu'il est absolument débordé. J'ai passé par là moi aussi, monsieur le président, lorsque j'étais chargé de surveiller l'administration de l'*Atomic Energy of Canada Limited*, du Conseil national de recherches, du Conseil de la recherche médicale et, à un moment donné, de l'*Eldorado*, en plus d'avoir à diriger le ministère du Commerce. En outre j'étais leader de la Chambre, sans parler de je ne sais trop quels problèmes dont on s'était déchargé sur moi. J'ai donc beaucoup de sympathie pour le ministre qui est manifestement devenu la bête de somme du présent gouvernement.

En ce qui concerne le ministère de l'Industrie, ce sont les seuls nouveaux crédits présentés parmi les crédits supplémentaires. Nous nous sommes opposés ici à la création du ministère de l'Industrie. Un débat prolongé avait eu lieu à ce moment-là et nous ne sommes pas encore très satisfaits de la situation. Un homme d'affaires éminent a signalé à l'un de mes collègues, l'autre jour, que dès que nous serons reportés au pouvoir—c'est un libéral qui anticipe cet événement—nous devrions abolir le ministère de l'Industrie et remettre les attributions qui lui ont été confiées au ministère du Commerce auquel elles appartiennent, de sorte que nous prendrons la question en délibéré.

Comme j'ai dit, certains membres de notre groupe parleront du ministère de l'Industrie. Je croyais que le ministre passerait immédiatement à la production de défense lorsqu'il a eu fini de parler de son ministère, mais il a intercalé la question de l'énergie atomique ainsi que celle du Conseil national de recherches. Il est regrettable de mêler ces divers sujets de la sorte. Si j'ai l'occasion de prendre la parole plus tard ce soir, je parlerai de l'énergie atomique et du Conseil national de recherches et je poserai au ministre certaines questions au sujet de ces divers domaines d'activité. Pour ce qui est du Conseil de recherches médicales, j'espère qu'il saura nous dire s'il a l'intention de présenter une mesure au sujet de ce conseil lors de la prochaine session, car c'était là un des projets que nous avions élaborés. On nous a présenté une collection de pièces hétéroclites qu'on a soumises à notre étude. Je n'ai pas l'intention de parler successivement de chacune de ces choses. Je veux tout simplement indiquer ici, et faire inscrire de façon permanente au compte rendu, que je désapprouve cette façon d'étudier les crédits.

**M. Fisher:** Il y a un certain nombre de crédits dont je pourrais parler ce soir, mais je suppose que je ne pourrai en étudier

qu'un ou deux. Je sais qu'il tarde à mes collègues d'étudier certains sujets et je suis persuadé que le ministre en aura encore long à dire. Je me demande s'il a droit à nos félicitations pour s'être fait accompagner d'un si grand nombre de fonctionnaires. Il est assez gênant de voir des banquettes comblées d'un côté et à peu près vides, de l'autre.

**L'hon. M. Churchill:** Il y en a quinze de ce côté-là. Les fonctionnaires sont plus nombreux qu'eux.

**M. Fisher:** On a fait certaines remarques au sujet du dévouement des fonctionnaires; nous en avons là une preuve.

Le ministère de l'Industrie a fait si souvent l'objet de débats au cours de la présente session qu'il est difficile de trouver des thèmes nouveaux et appropriés en même temps, mais je voudrais attirer l'attention du comité sur ce qui s'est produit dans ma circonscription—d'ailleurs cela devait arriver. Des groupements industriels et municipaux de notre région conjuguent leurs efforts en vue de se faire classer dans la catégorie des régions insuffisamment évoluées et ce, en dépit du fait que la formule, au sujet de laquelle j'ai déjà exposé mes griefs, n'autorise pas ladite région à entrer dans cette catégorie; elle ne pourra du moins pas le faire avant plusieurs années, c'est-à-dire si la situation devient pire qu'elle ne l'est déjà.

Le ministre des Finances nous a indiqué il y a quelques semaines que certains rajustements à cette formule faisaient l'objet d'un examen et que des impondérables plus nombreux seraient pris en considération. J'aurais souhaité posséder plus de renseignements à ce sujet. J'ai parcouru le texte du discours du ministre vendredi dernier, et je ne me souviens pas qu'il ait mentionné cet aspect de la question. Je suis sûr qu'outre la région nord-ouest de l'Ontario, d'autres endroits commencent à s'agiter à ce sujet. La substance de la demande est la suivante: pourquoi ne pouvons-nous pas partager ces avantages qui résulteront de la création du ministère de l'Industrie et des concessions fiscales qui seront consenties? Les demandes de personnel pour ce ministère ont paru dans les journaux de tout le pays. Je sais, pour avoir parcouru les journaux à la salle de lecture, que des frais impressionnants de publicité ont été accumulés. J'ai lu dans au moins cinq ou six journaux secondaires des éditoriaux qui commentaient ces annonces, les traitements offerts, la compétence requise, et le reste.

Il a surgi dans mon esprit un certain étonnement, que la brochure qui vient d'être publiée ne saurait dissiper. Comment ces hauts fonctionnaires travailleront-ils, et quelle